

L'évolution du droit des trusts en Suisse: Réglementation, conformité et tendances futures

Ninel De-Faveri - FINAKEY - Membre du GSCGI

Introduction

La Suisse est depuis longtemps un leader mondial en matière de **gestion de fortune et de banque privée**, mais elle n'a traditionnellement pas de législation nationale sur les trusts. Le pays s'est plutôt appuyé sur ses structures **fiduciaires bien établies** et sur l'application de la **Convention de La Haye sur la reconnaissance des trusts**, ratifiée en 2007. Toutefois, avec l'accent accru mis sur la **transparence financière, la conformité et la réglementation**, la Suisse s'adapte à l'évolution du paysage des trusts.

Les trusts en Suisse : Cadre juridique

La Suisse ne dispose pas d'une **loi sur les trusts** propre, contrairement aux juridictions de common law comme le Royaume-Uni, Jersey ou les îles Caïmans. Les trusts en Suisse sont principalement régis par :

- La **Convention de La Haye sur la reconnaissance des trusts** (ratifiée en 2007), qui permet la reconnaissance des trusts étrangers en Suisse.
- Le **Code des obligations suisse**, qui régit les accords fiduciaires similaires aux trusts.
- La **Loi sur les établissements financiers (LEFin)** et la **Loi sur les services financiers (LSFin)**, qui régulent les trustees et les intermédiaires financiers gérant des actifs pour le compte de bénéficiaires.
- La **Loi sur le blanchiment d'argent (LBA)**, qui impose des obligations strictes en matière de conformité aux trustees.

Ces réglementations font de la Suisse une juridiction attrayante pour la **gestion et l'administration de trusts**, bien que le droit suisse n'autorise pas la création de trusts selon son propre cadre légal.

Le rôle des trustees suisses

Les trustees suisses gèrent généralement des **trusts de droit étranger** (ex. trusts de Jersey, des îles Caïmans ou de Guernesey) tout en étant soumis aux réglementations financières et de conformité suisses. La **Loi sur les établissements financiers (LEFin)**, entrée en vigueur en 2020, a introduit de nouvelles exigences d'autorisation pour les trustees :

- Les trustees doivent obtenir une autorisation de la **FINMA (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers)**.
- Ils doivent respecter des obligations en matière de **gestion des risques, de contrôle interne et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBA/CFT)**.
- Des audits réguliers sont requis pour garantir la transparence et le respect des devoirs fiduciaires.

Ces réformes ont considérablement renforcé la surveillance de l'administration des trusts en Suisse, consolidant ainsi la réputation du pays en tant que centre de **gestion de fortune sécurisé et transparent**.

Conformité et transparence : L'évolution du secteur des trusts en Suisse

Les efforts mondiaux pour améliorer la transparence financière ont eu un impact significatif sur l'administration des trusts en Suisse. Les principales évolutions réglementaires incluent :

- **Norme commune de déclaration (CRS)** : La Suisse participe à l'échange automatique d'informations financières de l'OCDE, garantissant que les trustees basés en Suisse déclarent les données financières pertinentes aux autorités fiscales.

L'évolution du droit des trusts en Suisse: Réglementation, conformité et tendances futures

Ninel De-Faveri - FINAKEY - Membre du GSCGI

- **Registres des bénéficiaires effectifs** : Bien que la Suisse ne dispose pas d'un registre public des bénéficiaires effectifs, elle a renforcé les **exigences de connaissance du client (KYC)** et les **réglementations LBA**.
- **Accords d'échange d'informations** : La Suisse coopère activement avec d'autres juridictions pour lutter contre l'évasion fiscale et les activités financières illicites.

Le droit des trusts en Suisse : Pas de loi nationale sur les trusts à court terme

Le **15 septembre 2023**, le **Conseil fédéral suisse** a examiné les résultats de la consultation sur l'introduction d'une loi suisse sur les trusts. Il a conclu qu'il n'existait **pas de consensus politique suffisant** pour établir un tel cadre. De plus, les règles fiscales proposées pour une telle législation ont été **largement rejetées** par les participants à la consultation. Par conséquent, le Conseil fédéral a décidé **de ne pas proposer de projet législatif** et a recommandé que le Parlement **classe la motion**.

En outre, des **décisions récentes du Tribunal fédéral** ont renforcé le statut des **trusts en tant que structures indépendantes du constituant**, confirmant ainsi l'approche juridique suisse sans nécessité d'une loi nationale sur les trusts. Ces décisions renforcent la position des trustees suisses opérant sous des cadres de trusts étrangers, apportant une plus grande clarté à l'administration des trusts.

Décisions du Tribunal fédéral suisse : Impact sur les litiges relatifs aux trusts

Affaire n° 7B_622/2024 (10 décembre 2024)

Une décision juridique clé a été rendue le **10 décembre 2024**, lorsque le **Tribunal fédéral suisse (affaire n° 7B_622/2024)** a statué sur la **saisie d'actifs de trusts en Suisse**. Le litige concernait un conflit entre bénéficiaires et trustees d'un trust irrévocable étranger concernant la gestion et le contrôle d'actifs, y compris des fonds détenus dans des banques suisses.

Le Tribunal fédéral a statué que :

- Les actifs de trusts détenus par des structures corporatives restent distincts des droits directs des bénéficiaires.
- Les bénéficiaires n'ont pas qualité pour contester les décisions de saisie affectant des entités liées aux trusts, sauf s'ils peuvent démontrer une propriété légale directe des actifs gelés.
- Les autorités suisses doivent respecter des critères probatoires stricts avant de geler les comptes liés à un trust en cas de soupçon de mauvaise gestion financière.

Cette décision souligne **l'indépendance des actifs des trusts par rapport aux réclamations individuelles des bénéficiaires**, confirmant que les trustees, et non les bénéficiaires, exercent le contrôle juridique sur les actifs du trust.

Affaire n° 5A_89/2024 (16 décembre 2024)

Une autre décision majeure, **5A_89/2024**, rendue le **16 décembre 2024**, portait sur l'intégration des actifs d'un trust dans une succession. Le Tribunal fédéral a statué que **les actifs détenus dans une structure de trust étrangère ne font pas automatiquement partie de la succession d'un constituant décédé**, sauf s'il est prouvé que le trust était un **"sham trust"** ou que le constituant **avait conservé un contrôle significatif sur les actifs du trust**.

L'évolution du droit des trusts en Suisse: Réglementation, conformité et tendances futures

Ninel De-Faveri - FINAKEY - Membre du GSCGI

Les principales conclusions de la décision sont les suivantes :

- Un Trust discrétionnaire irrévocable est reconnue comme une entité juridiquement distincte de la succession du constituant.
- Le droit successoral suisse ne prévaut pas automatiquement sur les structures de trust valablement établies en vertu d'un droit étranger.
- Un Trust ne peut être écartée que s'il est démontré que le constituant a conservé le contrôle total de ses actifs, ce qui a pour effet d'annuler le caractère indépendant du Trust.

Cette affaire clarifie qu'en droit suisse, **les trusts étrangers correctement structurés restent efficaces en matière de planification successorale et de protection du patrimoine**, les protégeant contre les réclamations en vertu du droit successoral suisse.

Fiscalité des trusts en Suisse

La Suisse dispose d'un **régime fiscal neutre** pour les trusts, c'est-à-dire que l'imposition dépend du type de trust et de la résidence du constituant et des bénéficiaires :

1. **Trusts révocables** : Les actifs font toujours partie de la succession imposable du constituant, et le revenu est imposé comme si le constituant était toujours propriétaire des actifs.
2. **Trusts irrévocables à intérêt fixe** : Les bénéficiaires sont imposés sur les distributions qu'ils reçoivent.
3. **Trusts discrétionnaires** : L'imposition dépend du fait que des distributions sont effectuées ou non. Les revenus non distribués ne sont pas imposés en Suisse.

L'administration fiscale suisse a publié **des directives clarifiant l'imposition des trusts**, garantissant que les structures restent conformes aux normes internationales.

Conclusion

La Suisse ne dispose pas, et ne prévoit pas d'introduire à court terme, une loi nationale sur les trusts. Le Conseil fédéral a confirmé que l'absence de consensus politique et l'opposition aux règles fiscales proposées signifient qu'un cadre suisse sur les trusts ne sera pas développé prochainement. Toutefois, son cadre juridique et réglementaire offre un environnement robuste pour l'administration des trusts sous des structures étrangères, renforçant ainsi sa position comme centre de gestion de fortune et de planification patrimoniale.



Membre du GSCGI

L'évolution du droit des trusts en Suisse: Réglementation, conformité et tendances futures

Ninel De-Faveri - FINAKEY - Membre du GSCGI

À propos de l'auteur

Cet article a été rédigé par Ninel De-Faveri, trustee suisse et professionnelle de la conformité, spécialisée dans les structures de trusts, la réglementation financière et la planification patrimoniale internationale.

Ninel De-Faveri a participé activement, avec l'équipe spécialisée en trusts de Finakey SA, société Trustee basée à Genève aux travaux menés par le GSCGI dans le cadre des consultations organisés par le Conseil fédéral relatifs à la création d'un Trust de droit suisse. Le GSCGI a soumis ses conclusions à cette consultation le 25 avril 2022.

Forte d'une expertise approfondie en droit fiduciaire suisse et conformité réglementaire, elle a structuré l'analyse, identifié les tendances juridiques clés et apporté des éclairages sur l'évolution du paysage des trusts en Suisse. L'article intègre des recherches assistées par IA pour améliorer l'intégration de la jurisprudence et optimiser la rédaction tout en restant ancré dans les sources juridiques suisses, le cadre réglementaire et les décisions récentes du Tribunal fédéral.



Membre du GSCGI